

**EMBARGO PRESSE JUSQU'AU 9 SEPTEMBRE 2010**

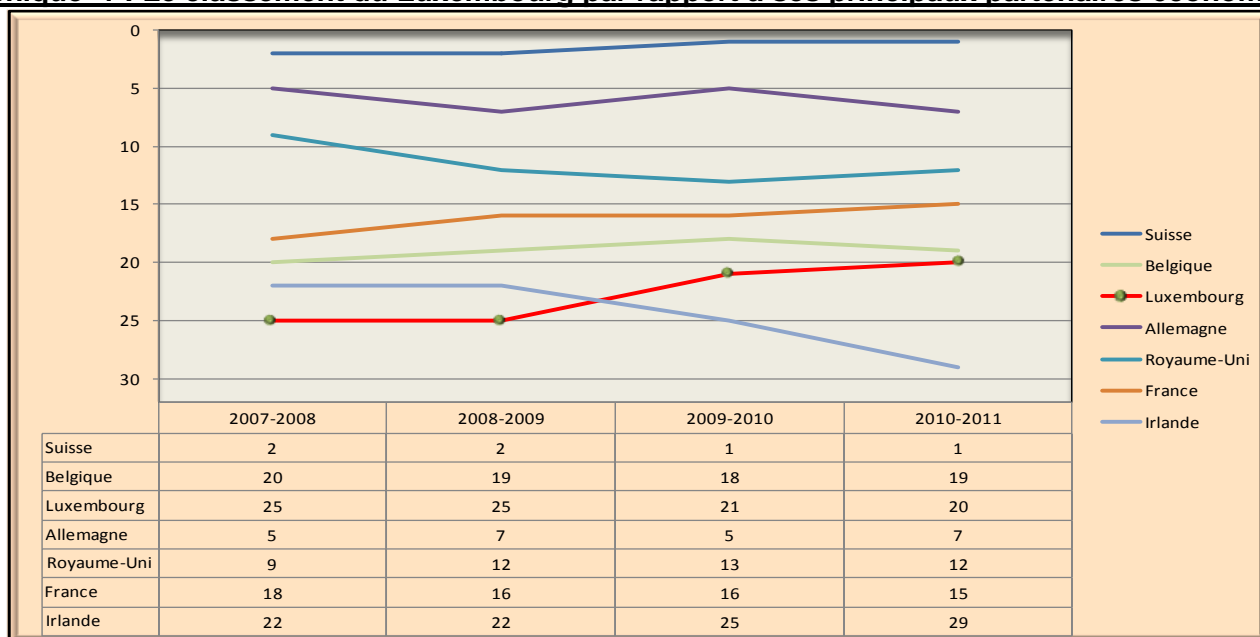
**« Global Competitiveness Report 2010-2011 » du Forum Economique Mondial:  
Le Grand-Duché de Luxembourg piétine dans le classement mondial de la  
compétitivité**

Le rapport « Global Competitiveness Report » 2010/2011 du « World Economic Forum » (WEF) effectuée, sur base d'indicateurs statistiques et de l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises, un classement international annuel en matière de compétitivité des pays.

Selon l'édition 2010-2011, qui vient de paraître, de ce rapport reconnu à l'échelle internationale, dont la Chambre de Commerce est le coordinateur au niveau national, le Grand-Duché de Luxembourg n'améliore que très légèrement sa position dans le classement international des économies les plus compétitives, passant du 21<sup>ème</sup> au 20<sup>ème</sup> rang mondial (sur 139 pays au total), devancé notamment par 10 pays européens. L'observation de cette stagnation est à mettre en perspective avec le difficile contexte de crise économique mondiale.

Dans la comparaison avec nos pays voisins, ainsi qu'avec la Suisse et le Royaume-Uni qui sont nos principaux partenaires quant aux échanges de biens et de services, le Luxembourg se situe à la dernière place. Ainsi, comparé notamment à ses partenaires européens de la Grande-Région, le Luxembourg reste le moins bien classé.

**Graphique 1 : Le classement du Luxembourg par rapport à ses principaux partenaires économiques**



## Le bilan compétitif de l'économie luxembourgeoise

La compétitivité, que le WEF définit comme étant « *l'ensemble des institutions, des politiques et des facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays* », étant une notion multidimensionnelle, l'analyse de l'évolution de celle-ci fait appel à un grand nombre d'indicateurs, divisés, pour les besoins de l'enquête en question, en 12 piliers et regroupés en 3 catégories principales : les « *exigences fondamentales en matière de compétitivité* » (institutions publiques, infrastructures, performance macro-économique, santé et enseignement primaire), les « *facteurs améliorant l'efficacité* » (enseignement supérieur et formation continue, efficacité des marchés de biens et du travail, sophistication du marché financier, utilisation des nouvelles technologies, taille du marché) et les « *facteurs dits de sophistication* » (innovation et degré de sophistication des entreprises).

**Tableau 1 : Le « Global Competitiveness Index » : les résultats pour le Luxembourg**

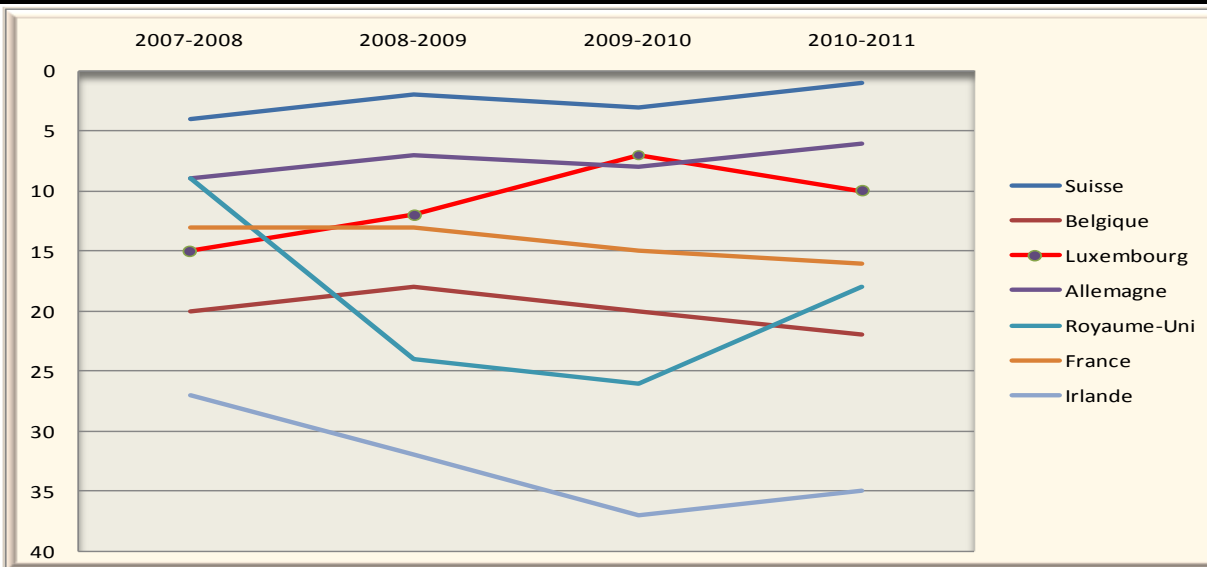
	Rank (out of 139)	Score (1–7)
<b>GCI 2010–2011</b> .....	<b>20</b>	<b>5.0</b>
GCI 2009–2010 (out of 133).....	21	5.0
GCI 2008–2009 (out of 134).....	25	4.9
<b>Basic requirements</b> .....	<b>10</b>	<b>5.8</b>
1st pillar: Institutions .....	9	5.7
2nd pillar: Infrastructure.....	19	5.6
3rd pillar: Macroeconomic environment .....	9	5.7
4th pillar: Health and primary education .....	27	6.3
<b>Efficiency enhancers</b> .....	<b>20</b>	<b>4.9</b>
5th pillar: Higher education and training .....	41	4.7
6th pillar: Goods market efficiency.....	3	5.5
7th pillar: Labor market efficiency.....	37	4.7
8th pillar: Financial market development.....	6	5.3
9th pillar: Technological readiness.....	2	6.1
10th pillar: Market size.....	89	3.2
<b>Innovation and sophistication factors</b> .....	<b>19</b>	<b>4.8</b>
11th pillar: Business sophistication.....	18	5.0
12th pillar: Innovation.....	16	4.5

Par rapport aux années précédentes, le Grand-Duché a réussi à améliorer, respectivement consolider, sa position pour les piliers suivants : *environnement macroéconomique, infrastructures, enseignement supérieur, efficacité du marché du travail, utilisation des nouvelles technologies, efficacité du marché des biens, développement du marché financier* et *innovation*. Pour les autres piliers, notre pays a perdu des places dans le classement mondial, à savoir : *sophistication du marché financier, taille du marché, qualité du système de santé et d'éducation primaire, enseignement supérieur et formation supérieure*.

En termes **d'exigences fondamentales de la compétitivité** (« *Basic requirements* »), le graphique ci-dessous illustre l'évolution de la position du Luxembourg, à savoir une perte de positions, passant de la 7<sup>ème</sup> place en 2009 à la 10<sup>ème</sup> place en 2010. La Chambre de Commerce tient à relever la relative détérioration de familles d'indicateurs telles que les *institutions* (de la 6<sup>ème</sup> à la 9<sup>ème</sup> place) ou les *performances macro-économiques* (de la 6<sup>ème</sup> à la 9<sup>ème</sup> place) pour lesquels le Luxembourg détenait historiquement des avantages. En termes de *performance macro-économique*, les résultats du Luxembourg demeurent *a priori*

relativement satisfaisants, mais il convient notamment de garder à l'esprit, dans ce contexte, la chute continue de la compétitivité-coût et prix des entreprises luxembourgeoises ainsi que la problématique de la soutenabilité à long terme des finances publiques (dette publique officielle et cachée et intérêts y afférents). Quant à l'indicateur *qualité des infrastructures de base*, la Chambre de Commerce s'interroge sur l'évolution future de cet indicateur, compte tenu notamment des coupes annoncées au niveau des investissements publics ainsi que la limitation de la marge de manœuvre de l'Etat suite à la détérioration de sa situation financière et du déficit structurel de l'Administration centrale.

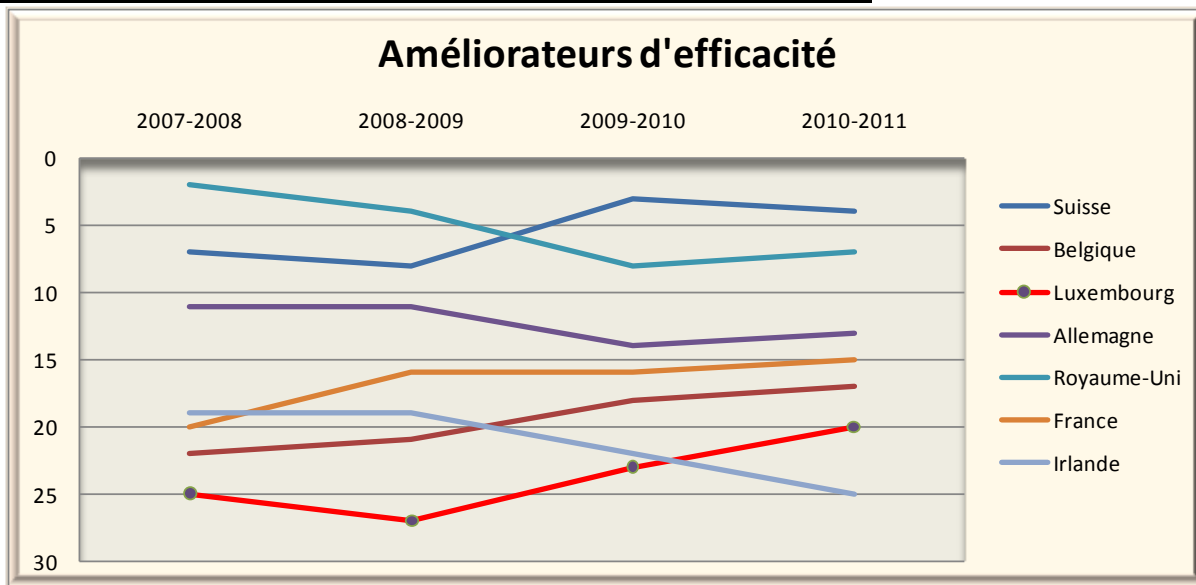
**Graphique 2 : Evolution de la catégorie « Exigences fondamentales en matière de compétitivité »**



Une détérioration du classement du Luxembourg est également enregistrée au niveau du facteur *Qualité du système de santé et d'éducation primaire* - de la 25<sup>ème</sup> place, en 2009, à la 27<sup>ème</sup> place, en 2010 - malgré une hausse continue des moyens publics investis. La famille d'indicateurs relative aux *Institutions* est, quant à elle, passée de la 6<sup>ème</sup> à la 9<sup>ème</sup> place, et ce notamment à cause de la détérioration d'indicateurs phares relatifs à la simplification administrative. Ainsi, l'indicateur *burden of government regulation* passe de la 13<sup>ème</sup> à la 22<sup>ème</sup> place. A titre résiduaire, au niveau de l'indicateur *number of procedures to start a business*, le Luxembourg perd 8 places tout comme le pays chute de 9 places dans le contexte de l'indicateur « *time to start a business* »

Une **deuxième catégorie** d'indicateurs analysés au niveau international par le WEF concerne les **améliorateurs d'efficacité** (« *Efficiency enhancers* »). Le graphique\_3 montre que le Luxembourg continue à réduire son écart, par rapport aux pays utilisés par la Chambre de Commerce à titre de comparaison, se trouvant actuellement à la 20<sup>ème</sup> position (27<sup>ème</sup> en 2008, 23<sup>ème</sup> en 2009). Hormis les indicateurs *taille de marché* (-4 places) et *enseignement supérieur et formation continue* (-2 places), tous les indicateurs sont restés stables ou ont évolué favorablement : *efficacité du marché du travail* (+5 places), *utilisation des nouvelles technologies* (+3 places), *efficacité du marché des biens* (+0 places), *développement du marché financier* (+3 places). L'indicateur *efficacité du marché du travail* montre une évolution positive grâce à, entre autres, des mesures de crise telles que le chômage partiel. La Chambre de Commerce précise qu'il s'agit de mesures limitées dans le temps. Des inefficiences structurelles subsistent non seulement au niveau du marché du travail, mais également au niveau de l'enseignement supérieur. En synthèse, bien que le Luxembourg se trouve indéniablement dans une phase de rattrapage au niveau de la catégorie des améliorateurs d'efficacité, il ne réussit toujours pas entièrement à rejoindre ses principaux concurrents.

**Graphique 3 : Evolution de la catégorie « Améliorateurs d'efficacité »**



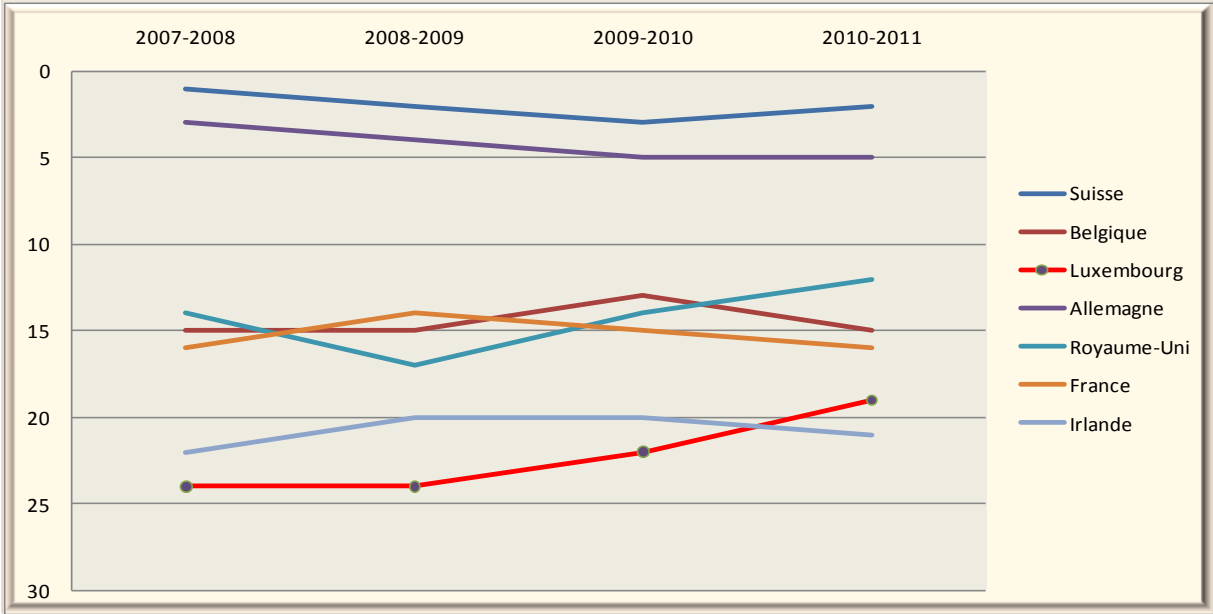
Pour des raisons évidentes, le Luxembourg a peu de marge de manœuvre pour faire évoluer l'indicateur de la *taille de marché*, à plus forte raison dans un contexte de contraction de la demande mondiale. En matière d'enseignement universitaire, des désavantages compétitifs importants du point de vue du système d'éducation et encore plus en ce qui concerne l'*accès aux études universitaires* (108<sup>ème</sup> rang) sont relevés par le WEF, mais il convient de noter une amélioration de l'indicateur relatif à la *recherche publique* (de la 38<sup>ème</sup> à la 28<sup>ème</sup> position).

Pour ce qui est du pilier de compétitivité relatif à l'efficacité du marché de l'emploi, il subsiste une grande *rigidité de l'emploi* (de la 122<sup>ème</sup> à la 127<sup>ème</sup> position) ainsi qu'une insuffisance de *flexibilité des salaires* (de la 100<sup>ème</sup> à la 112<sup>ème</sup> place) selon le WEF. Ce dernier point est à mettre dans le contexte de l'indexation des salaires et des automatismes et des rigidités en découlant, notamment pour une économie de petite taille, largement ouverte sur l'extérieur et en grande partie reposant sur des entreprises qui sont « *price takers* ». Le système luxembourgeois de l'indexation automatique des salaires à l'évolution du coût de la vie, unique au monde sous sa forme actuelle, est, par nature, pénalisant pour les entreprises résidentes par rapport aux entreprises étrangères, alors que l'évolution de leurs coûts salariaux est déconnectée de ce fait de l'évolution de la productivité du facteur de production « travail ». La situation est d'autant plus néfaste et dangereuse pour l'économie luxembourgeoise que celle-ci enregistre depuis plusieurs années un taux d'inflation bien supérieur à la moyenne des pays voisins et principaux partenaires commerciaux quant aux échanges de biens et services. A défaut d'une politique anti-inflationniste résolue, qui est, toutes choses restant égales par ailleurs, difficile à mettre en pratique dans un pays important une bonne partie de son inflation, il est nécessaire de limiter l'impact du système d'indexation actuel sur les entreprises luxembourgeoises par des mesures volontaristes neutralisant les déclencheurs exogènes inhérents au système actuel. Les caractéristiques liées aux pratiques d'embauche et de licenciement (112<sup>ème</sup> place) ainsi que la participation des femmes au marché du travail (68<sup>ème</sup> place) et la concordance entre rémunération et productivité (44<sup>ème</sup> place) constituent, malgré des progrès visibles, des désavantages compétitifs en comparaison internationale.

Après avoir bénéficié, en 2009, d'une augmentation importante en matière d'*efficacité des marchés de biens et services* (+15 places), le Luxembourg stagne, quant à ce critère, en 2010 et garde donc sa 3<sup>ème</sup> place. Force est de constater qu'en termes d'exploitation des nouvelles technologies, le Luxembourg continue à exploiter pleinement son potentiel, atteignant la 4<sup>ème</sup> position au niveau mondial, ce qui devrait contribuer à établir une bonne réputation pour les secteurs concernés luxembourgeois (ICT, commerce électronique, etc.) au niveau international.

Passant à la **troisième catégorie** de déterminants de la compétitivité, à savoir **l'innovation et les facteurs dits de sophistication** (« *Innovation and sophistication factors* »), le Luxembourg, en 22<sup>ème</sup> position mondiale en 2009, se trouve, en 2010, à la 19<sup>ème</sup> position. Depuis 2007, il a amélioré son positionnement de 5 places avec une amélioration du *degré de sophistication des entreprises* (+4 places) et du pilier lié à l'*innovation* (+5 places). Les sous-indicateurs de l'indicateur pour le *degré de sophistication des entreprises* principalement responsables de cette amélioration de position sont la *qualité de l'offre locale* et l'*extension de marketing*. En ce qui concerne l'*innovation*, on peut attribuer l'augmentation constatée surtout à une amélioration du positionnement pour les *dépenses en R&D de la part des entreprises* et à la *meilleure exploitation de brevets et de la propriété intellectuelle*.

**Graphique 4 : Evolution de la catégorie « Innovation et degré de sophistication des entreprises »**



**Tableau 2 : Classement Global (2010-2011) et comparaison avec l'étude précédente**

Country/Economy	GCI 2010-2011		GCI 2010-2011 rank among 2009 countries	GCI 2009-2010 rank *	Country/Economy	GCI 2008-2009		GCI 2010-2011 rank among 2009 countries	GCI 2009-2010 rank *
	Rank	Score				Rank	Score		
Switzerland	1	5.63	1	1	Kazakhstan	72	4.12	71	67
Sweden	2	5.56	2	4	Peru	73	4.11	72	78
Singapore	3	5.48	3	3	Namibia	74	4.09	73	74
United States	4	5.43	4	2	Morocco	75	4.08	74	73
Germany	5	5.39	5	7	Botswana	76	4.05	75	66
Japan	6	5.37	6	8	Croatia	77	4.04	76	72
Finland	7	5.37	7	6	Guatemala	78	4.04	77	80
Netherlands	8	5.33	8	10	Macedonia, FYR	79	4.02	78	84
Denmark	9	5.32	9	5	Rwanda	80	4.00	n/a	n/a
Canada	10	5.30	10	9	Egypt	81	4.00	79	70
Hong Kong SAR	11	5.27	11	11	El Salvador	82	3.99	80	77
United Kingdom	12	5.25	12	13	Greece	83	3.99	81	71
Taiwan, China	13	5.21	13	12	Trinidad and Tobago	84	3.97	82	86
Norway	14	5.14	14	14	Philippines	85	3.96	83	87
France	15	5.13	15	16	Algeria	86	3.96	84	83
Australia	16	5.11	16	15	Argentina	87	3.95	85	85
Qatar	17	5.10	17	22	Albania	88	3.94	86	96
Austria	18	5.09	18	17	Ukraine	89	3.90	87	82
Belgium	19	5.07	19	18	Gambia, The	90	3.90	88	81
Luxembourg	20	5.05	20	21	Honduras	91	3.89	89	89
Saudi Arabia	21	4.95	21	28	Lebanon	92	3.89	n/a	n/a
Korea, Rep.	22	4.93	22	19	Georgia	93	3.86	90	90
New Zealand	23	4.92	23	20	Moldova	94	3.86	n/a	n/a
Israel	24	4.91	24	27	Jamaica	95	3.85	91	91
United Arab Emirates	25	4.89	25	23	Serbia	96	3.84	92	93
Malaysia	26	4.88	26	24	Syria	97	3.79	93	94
China	27	4.84	27	29	Armenia	98	3.76	94	97
Brunei Darussalam	28	4.75	28	32	Mongolia	99	3.75	95	117
Ireland	29	4.74	29	25	Libya	100	3.74	96	88
Chile	30	4.69	30	30	Dominican Republic	101	3.72	97	95
Iceland	31	4.68	31	26	Bosnia and Herzegovina	102	3.70	98	109
Tunisia	32	4.65	32	40	Benin	103	3.69	99	103
Estonia	33	4.61	33	35	Senegal	104	3.67	100	92
Oman	34	4.61	34	41	Ecuador	105	3.65	101	105
Kuwait	35	4.59	35	39	Kenya	106	3.65	102	98
Czech Republic	36	4.57	36	31	Bangladesh	107	3.64	103	106
Bahrain	37	4.54	37	38	Bolivia	108	3.64	104	120
Thailand	38	4.51	38	36	Cambodia	109	3.63	105	110
Poland	39	4.51	39	46	Guyana	110	3.62	106	104
Cyprus	40	4.50	40	34	Cameroon	111	3.58	107	111
Puerto Rico	41	4.49	41	42	Nicaragua	112	3.57	108	115
Spain	42	4.49	42	33	Tanzania	113	3.56	109	100
Barbados	43	4.45	43	44	Ghana	114	3.56	110	114
Indonesia	44	4.43	44	54	Zambia	115	3.55	111	112
Slovenia	45	4.42	45	37	Tajikistan	116	3.53	112	122
Portugal	46	4.38	46	43	Capa Verde	117	3.51	n/a	n/a
Lithuania	47	4.38	47	53	Uganda	118	3.51	113	108
Italy	48	4.37	48	48	Ethiopia	119	3.51	114	118
Montenegro	49	4.36	49	62	Paraguay	120	3.49	115	124
Malta	50	4.34	50	52	Kyrgyz Republic	121	3.49	116	123
India	51	4.33	51	49	Venezuela	122	3.48	117	113
Hungary	52	4.33	52	58	Pakistan	123	3.48	118	101
Panama	53	4.33	53	59	Madagascar	124	3.46	119	121
South Africa	54	4.32	54	45	Malawi	125	3.45	120	119
Mauritius	55	4.32	55	57	Swaziland	126	3.40	n/a	n/a
Costa Rica	56	4.31	56	55	Nigeria	127	3.38	121	99
Azerbaijan	57	4.29	57	51	Lesotho	128	3.36	122	107
Brazil	58	4.28	58	56	Côte d'Ivoire	129	3.35	123	116
Vietnam	59	4.27	59	75	Nepal	130	3.34	124	125
Slovak Republic	60	4.25	60	47	Mozambique	131	3.32	125	129
Turkey	61	4.25	61	61	Mali	132	3.28	126	130
Sri Lanka	62	4.25	62	79	Timor-Leste	133	3.23	127	126
Russian Federation	63	4.24	63	63	Burkina Faso	134	3.20	128	128
Uruguay	64	4.23	64	65	Mauritania	135	3.14	129	127
Jordan	65	4.21	65	50	Zimbabwe	136	3.03	130	132
Mexico	66	4.19	66	60	Burundi	137	2.96	131	133
Romania	67	4.16	67	64	Angola	138	2.93	n/a	n/a
Colombia	68	4.14	68	69	Chad	139	2.73	132	131
Iran, Islamic Rep.	69	4.14	n/a	n/a					
Latvia	70	4.14	69	68					
Bulgaria	71	4.13	70	76					

(Cont'd.)

\* The 2009-2010 rank shown is the one published last year out of 133 countries. One country that was included last year, Suriname, has been excluded this year for lack of Survey data. Suriname's rank of 102 from last year is therefore not shown in the table.

The Global Competitiveness Report 2010-2011 © 2010 World Economic Forum

Le Département Economique de la Chambre de Commerce se tient à votre disposition pour plus d'informations concernant le rapport 2010-2011 du *World Economic Forum*, e-mail : [eco@cc.lu](mailto:eco@cc.lu), tél. 423939-351 (M. Carlo Thelen, Chief Economist).